

# Turquie : empreinte régionale et symptôme d'une importante recomposition stratégique

Arta Seiti | Chercheuse en géopolitique, responsable du groupe d'études balkaniques (Ipsé) et auteure du *blog Passions électives*.

Comment comprendre la relation sinieuse entre la Grèce et la Turquie ? Convenons que le contexte que traverse l'ordre mondial est marqué par un chaos et des incertitudes multiples. Le cas grec a valeur de laboratoire et tire les enseignements fondamentaux quant à la nature intrinsèque du système de l'Union européenne et de la crise de la monnaie unique qui devient une forme de gouvernance *post*-démocratique. Au-delà d'un contexte politique intérieur sans issue, si l'on fait la carte des alliances qui se recomposent et se déploient, en pleine mutation géopolitique – le cas du rapprochement de la Russie avec la Turquie – la montée d'autres acteurs stratégiques comme l'Iran ou Israël sont, à cet égard, un élément notable pour comprendre l'équation récente des rapports de forces.

Après la visite du président russe Vladimir Poutine en Grèce, le gouvernement grec conduit une démarche de politique étrangère, marquée par un certain pragmatisme – ne sous-estimant pas les divergences gréco-turques – laissant entrevoir la possibilité d'un rapprochement qui contribuerait *in fine* à faire de la Grèce un allié de la Russie au sein de l'Union européenne. Le paramètre religieux – l'orthodoxie – mériterait d'être analysé en tant que noyau d'une convergence géopolitique importante. Par ailleurs, en matière d'enjeux énergétiques, nous observons une approche géopolitique renouvelée au regard du *Turkish Stream* ou de la coopération avec des acteurs comme Chypre, Israël et l'Égypte.

Cela explique « cette situation particulière à la fois dans le bassin oriental de la Méditerranée mais aussi avec la gestion de "l'archipel" en mer Égée qui fait de la Grèce un "point" stratégique important, au cœur de très nombreux conflits soit déclarés, soit potentiels. Elle explique aussi l'important budget militaire (près de 2 % de son PIB), essentiellement naval, de ce pays. Il est donc clair que la géographie détermine largement la politique étrangère grecque, qui doit faire face à des menaces – ou des représentations de menaces – à la fois au Nord, en provenance des Balkans, mais aussi à l'Est et au Sud. Par ailleurs, le legs de l'histoire se fait aussi sentir » (*cf.* Jacques Sapir).



## Inquiétudes grecques

À l'évidence, la Grèce se trouve être le principal pays qui accueille les réfugiés, environ 60 000. Sur fond d'une réponse incohérente européenne et non concertée aux défis migratoires qui résultent de la déstabilisation du Moyen-Orient, les puissances occidentales ont leur part de responsabilité. Dans cette situation extrêmement compliquée, c'est bien à un retour en force de la notion de frontières intérieures que nous sommes confrontés. Observons qu'il convient d'inscrire la remise en cause du Traité de Lausanne de 1923 \* par le président turc Recep Tayyip Erdoğan, dans une donne d'ensemble dont il faudrait démontrer les rythmes : « Ils ont essayé de nous duper en nous faisant croire que Lausanne était une victoire. À Lausanne, nous avons abandonné à la Grèce des îles qui se trouvaient à portée de voix. Est-ce une victoire ? » (discours prononcé lors du 27<sup>e</sup> Congrès des maires de Turquie, le 29 septembre 2016 à Ankara).

Alors que les médias grecs titrent « La Grèce doit être vigilante » ou « Le plan menaçant d'Erdoğan », l'inquiétude d'Athènes est compréhensible. Alexis Tsipras accuse le Président turc de menacer les relations entre la Grèce et la Turquie en remettant en cause le Traité de Lausanne. Par ailleurs, les avions turcs survolent l'espace aérien grec à maintes reprises. Dans ce contexte, l'éditorial du quotidien *Kathimerini* martèle : « Erdogan veut être vu comme le fondateur du XXI<sup>e</sup> siècle en Turquie, et il construit le récit *post*-kémaliste. Toute interprétation de ses commentaires récents interrogeant le Traité de Lausanne de 1923, doit être vue à la lumière de cela » (cf. Tom Ellis).

## Le cas de l'Europe du Sud-Est

Dans d'autres circonstances, en Europe du Sud-Est, la Turquie a souvent exigé de changer son image d'« ennemi farouche ». Réécrire l'histoire constitue une demande du gouvernement turc, présentée depuis quelques années, à certains des gouvernements balkaniques, afin de supprimer les invectives à l'égard du passé de l'Empire ottoman dans les manuels scolaires de l'histoire. Souvenons-nous quand Recep Erdoğan s'est rendu, en 2013, au Kosovo pour inaugurer l'Aéroport

### \* Traité de Sèvres (1920) et de Lausanne (1923)

Le Traité de Sèvres dictait à l'ancien Empire des conditions intransigeantes : la Grèce obtenait une partie de la côte ionienne et la Thrace orientale à l'exception d'Istanbul. La partie Est de l'actuelle Turquie était divisée entre l'Arménie et le Kurdistan tandis que la frontière de la Syrie était plus au Nord qu'aujourd'hui. À cet égard, le mouvement de Mustafa Kemal Atatürk ne souhaita pas céder bien que le sultan Mehmet VI eût fini par accepter la réduction de son pays à la région anatolienne, alors que les kémalistes espèrent l'indépendance de la Turquie.

Le Traité de Lausanne de 1923 souligne assurément la fin de l'Empire ottoman et la naissance de la Turquie moderne. Il prévoit entre autres « des échanges de populations entre la Grèce et la Turquie. Il entérine pour l'essentiel les déplacements plus ou moins forcés qui se sont produits [...] Les Turcs récupèrent une pleine souveraineté sur Istanbul et son arrière-pays européen ainsi que sur l'Arménie occidentale, le Kurdistan occidental et la côte orientale de la mer Égée (Smyrne, Éphèse...) ».

de Pristina dont la Turquie se trouve être le principal investisseur. Devant de nombreux citoyens rassemblés sur la place de la ville de Prizren, il déclara : « La Turquie, c'est le Kosovo, et le Kosovo, c'est la Turquie... nous ne supportons plus de voir ni les larmes ni le sang couler dans les Balkans. Nous voulons que la paix, la solidarité et le bien règnent dans cette région ».

Cette nouvelle donne de la politique étrangère turque que nous qualifions de « globale » pour l'Europe du Sud-Est n'en est, pour autant, pas moins idéologique. Le gouvernement turc a demandé expressément à « écarter les préjugés » lors de la conférence internationale qui s'est déroulée en 2011, à Belgrade, portant sur « La nouvelle politique étrangère de la Turquie dans les Balkans occidentaux ». Par ailleurs, le gouvernement turc prône une meilleure connaissance de la Turquie « à travers les feuillets turcs diffusés dans les Balkans occidentaux mais aussi grâce à l'activité touristique ». Une telle démarche, pourrait lui permettre d'instaurer son emprise au sein d'un espace géopolitique multiforme – marquée par sa montée en puissance – et renforcer à la fois son ancrage régional et international dans le dossier du Moyen-Orient.

### Des interrogations plus vastes

Nous voyons, dans un premier temps, avec les propos du président turc, un profond sentiment d'abandon du côté turc (« ils ont essayé de nous duper » est significatif) par les Occidentaux, si l'on inscrit cette déclaration au moment où elle a été prononcée : après le coup d'État manqué. Le président turc reproche aux Européens ainsi qu'aux autorités américaines de ne pas l'avoir soutenu en soulignant « J'aurais souhaité que les leaders du monde occidental réagissent également à ce qui s'est passé en Turquie et qu'ils ne se contentent pas de quelques clichés pour condamner [la tentative de *putsch*]. Ou alors, j'aurais voulu qu'ils viennent ici en Turquie ».

Bien que l'on puisse s'inquiéter de l'après-coup d'État avorté quant aux restrictions portées aux libertés fondamentales, ne faudrait-il pas prendre également en considération l'autre revers, celui du vécu turc au regard du « traumatisme » provoqué par la tentative du coup d'État, comme le soulignent certains analystes et experts français.

Dans un second temps, les litiges maritimes et territoriaux entre la Grèce et la Turquie font souvent l'objet d'une tension accrue qui est invoquée à plusieurs reprises. Prenons les déclarations de l'ancien ministre des Affaires étrangères turc, Ahmet Davutoglu, le chantre du « néo-ottomanisme », quand il réplique avec un député turc, en 2012, à propos de l'île de Pharmakonisi. Le Ministre, souhaite résoudre « par le dialogue » cette question, afin de trouver des solutions concernant l'appartenance de certaines îles et rochers de la mer Égée (journal *Haberturk*, 21 février 2012).



## Comment situer cette posture stratégique ?

Si la Turquie utilise des modalités d'une forme impériale, les possibilités de recombinaisons de tactiques demeurent également fortes. Étudions un autre cas plus récent. Le président Erdoğan a diffusé un message à l'occasion du 93<sup>e</sup> anniversaire du Traité de Lausanne, en juillet 2016 – après le coup d'État manqué – où il souligne que « le Traité de paix de Lausanne est le document fondateur de la République. La victoire obtenue avec la foi, le courage et les concessions de notre nation sacrée, a été confirmée dans le domaine de la diplomatie et du droit international avec le Traité de Lausanne. Cet accord a la qualité de titre de propriété de notre État nouvellement fondé ».

Ces exemples témoignent d'une stratégie – issue du passé et du présent – perpétuant les contraires tout en les recombinaisonnant à la fois. En prenant conscience des tensions en Syrie et de la gravité de la crise migratoire, dans cette séquence charnière, nous observons à quel point les intérêts géopolitiques et géostratégiques convergent en même temps qu'ils divergent, d'autant qu'ils sont subordonnés à des enjeux eux-mêmes multiples. Ainsi, derrière la question migratoire, la Turquie, en position de force, distille quelques menaces...

Le Président turc affirme un discours qui semble être le symptôme d'un contexte relatif à l'après-coup d'État manqué. Ankara a, à de multiples reprises, demandé aux États-Unis l'extradition de Fethullah Gülen impliqué, selon le gouvernement turc, dans le *putsch* avorté. Le vice-président américain Joe Biden, en visite en Turquie, dit : « comprendre les sentiments intenses » du gouvernement et du peuple turcs au sujet de Gülen tout en « réclamant des preuves » et « plus d'éléments » (*cf. AFP*).

Les transformations internes des dernières années en Turquie ainsi que la problématique kurde renvoient pourtant à des antagonismes. À ce propos, « dans un environnement où les crises sont multiples et au sein duquel les repères sont instables, aussi bien dans le temps que dans l'espace, il est particulièrement complexe d'analyser la problématique kurde. La région et plus spécifiquement l'espace kurde sont en effet soumis à des dynamiques contradictoires d'unification et de fragmentation » (*cf. séminaire DGRIS et Iris*).

Est-ce à dire que la Turquie devient le sujet d'un deuxième symptôme, celui d'une recomposition d'alliances géopolitiques ?

## Le rétablissement des relations russo-turques

Des interrogations demeurent également sur les modalités de l'accord entre l'Union européenne et la Turquie – soutenue par la chancelière allemande – dont la concrétisation semble irréalisable. La demande du président Erdoğan concernant la libéralisation des visas pour les citoyens turcs s'inscrit à un moment clé :

la Turquie, à l'initiative de la Russie, devient une pièce maîtresse pour le projet énergétique *Turkish Stream*. D'ailleurs, le ministre turc de l'Économie, Nihat Zeybekci, a annoncé que la Russie et la Turquie débloquent 500 millions de dollars chacune (446 M €) pour la mise en place d'un fonds d'investissement commun.

La rencontre du président russe Vladimir Poutine avec le président turc Recep Erdoğan, à l'occasion du Congrès mondial de l'énergie à Istanbul, après la crise née de la destruction du bombardier russe au-dessus de la frontière turco-syrienne, marque un tournant des liens russo-turcs par le biais des échanges économiques, notamment dans le domaine géopolitique. L'accord sur le gazoduc *Turkish Stream*, en contournant l'Ukraine, prévoit la construction de deux conduites d'une capacité de 15,75 milliards de m<sup>3</sup> chacune sous la mer Noire d'ici décembre 2019. Selon le président de Gazprom, « une conduite de *Turkish Stream* transportera du gaz au marché turc et l'autre transitera par la Turquie vers les pays européens » (cf. *Sputniknews*). Toutefois, la pose de la seconde conduite ne sera possible qu'après le feu vert de l'UE. La réunion des deux dirigeants s'est concentrée sur le rétablissement des relations russo-turques « dans tous les aspects » et fut l'occasion d'échanges de vues sur un registre large : sujets régionaux et internationaux, et surtout sur la situation en Syrie selon *RIA Novosti*.

Dans le schéma *Turkish Stream*, la Turquie serait amenée à jouer, à terme, un rôle déterminant dans la mise en œuvre d'une stratégie eurasiatique qui lierait son destin aux nouvelles routes de la soie. À ce stade, la Turquie s'inscrit dans un jeu dont le spectre géopolitique s'avère beaucoup plus vaste (*Turkish Stream*, *Blue Stream*, le gazoduc transanatolien *TANAP* qui devrait se prolonger avec le gazoduc transadriatique *TAP*). Le changement d'axe énergétique pose de nouvelles questions stratégiques notamment en matière de rattrapage pour les États lésés par l'abandon de *South Stream* (Bulgarie, Serbie, Hongrie, Autriche et Italie) et l'implication complexe de la Grèce, dans un environnement marqué à présent par la prééminence de la Turquie. À suivre cette narration que les temps forts géopolitiques nous réservent.



### Éléments de bibliographie

AFP : « USA : la Turquie demande l'arrestation de Gülen » in *Le Figaro*, 13 septembre 2016 ([www.lefigaro.fr/flash-actu/2016/09/13/97001-20160913FILWWW00096-usa-la-turquie-demande-l-arrestation-de-glen.php](http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2016/09/13/97001-20160913FILWWW00096-usa-la-turquie-demande-l-arrestation-de-glen.php)).

Burbank Jane et Cooper Frederick : *Empires in World History: Power and the Politics of Difference* ; Princeton University Press, 2011 ; 528 pages.

Çolak Salıha : « Eşek adası bizim mi? » in *Haberturk*, 21 février 2012 ([www.haberturk.com/polemik/haber/717837-esek-adasi-bizim-mi](http://www.haberturk.com/polemik/haber/717837-esek-adasi-bizim-mi))

Ellis Tom : « Erdoğan et la Grèce » in *Kathimerini*, 6 octobre 2016 ([www.ekathimerini.com/212620/opinion/ekathimerini/comment/erdogan-and-greece](http://www.ekathimerini.com/212620/opinion/ekathimerini/comment/erdogan-and-greece)).

Erdogan Recep Tayyip : « Le Kosovo, c'est la Turquie » (traduit par Jasna Anđelić et Belgzim Kamberi) in *Le Courrier des Balkans*, 26 octobre 2013.

Gomart Thomas : « La Turquie face à son "syndrome de Sèvres" » in *L'Expansion*, octobre 2016 ([www.ifri.org/fr/espace-media/lifri-medias/turquie-face-syndrome-de-sevres-0](http://www.ifri.org/fr/espace-media/lifri-medias/turquie-face-syndrome-de-sevres-0)).

IRIS, avec le soutien de la Direction générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS) du ministère de la Défense, dans le cadre de l'Observatoire de la Turquie : « Quelles configurations politiques de la question kurde ? Acteurs, enjeux et perspectives », séminaire organisé le 19 mai 2016, Paris ([www.iris-france.org/wp-content/uploads/2016/06/Observatoire-Turquie-CR-15e-seminaire.pdf](http://www.iris-france.org/wp-content/uploads/2016/06/Observatoire-Turquie-CR-15e-seminaire.pdf)).

Kadritzke Niels : « Une bataille pour le sous-sol, les routes maritimes et l'espace aérien. Athènes et Ankara se disputent la mer Égée » in *Le Monde Diplomatique*, octobre 1996 ([www.monde-diplomatique.fr/1996/10/KADRITZKE/5801](http://www.monde-diplomatique.fr/1996/10/KADRITZKE/5801)).

Mantran Robert (dir.) : *Histoire de l'Empire ottoman* ; Fayard, 1989 ; 814 pages.

Sapir Jacques : « Genèse et actualité des crises grecques - Analyse des causes, des mécanismes et des conséquences » (intervention lors de la Conférence Ipse/IHEDN Paris Île-de-France), École militaire, 29 septembre 2015.

Seiti Arta : « Géopolitique : Les Balkans au cœur d'une nouvelle donne stratégique ? » in *Diplomatie* n° 78, janvier 2016.

Seiti Arta : « Le tournant turc de Poutine » (Tribune n° 590) in *Revue Défense Nationale*, 11 décembre 2014.

Semo Marc, Jégo Marie et Ayad Christophe : « Recep Tayyip Erdogan : "Les Occidentaux ont laissé les Turcs seuls" » in *Le Monde*, 08 août 2016.

« La Russie et la Turquie signent un accord sur le gazoduc *Turkish Stream* » in *Sputnik français*, 10 octobre 2016 (<https://fr.sputniknews.com/international/201610101028126109-russie-turquie-turkish-stream/>). « Le président Erdogan publie un message à l'occasion du Traité de Lausanne » in *TRT français* (Radio-télévision de Turquie), 24 juillet 2016 ([www.trt.net.tr/francais/turquie/2016/07/24/le-president-erdogan-publie-un-message-a-l-occasion-du-traite-de-lausanne-536404](http://www.trt.net.tr/francais/turquie/2016/07/24/le-president-erdogan-publie-un-message-a-l-occasion-du-traite-de-lausanne-536404)).

« Moustafa Kémal (1881-1938) » in *Hérodote* ([www.herodote.net/Le\\_Pere\\_des\\_Turcs\\_-synthese-180-316.php](http://www.herodote.net/Le_Pere_des_Turcs_-synthese-180-316.php)).

« Le Traité de Lausanne » in *Annales de Géographie*, 1923, vol. 32, n° 179 ([www.persee.fr/doc/geo\\_0003-4010\\_1923\\_num\\_32\\_179\\_9809](http://www.persee.fr/doc/geo_0003-4010_1923_num_32_179_9809)).